

□

Dernières attaques contre le principe de laïcité

□

Ce doit être la période de Noël qui a inspiré nos élus de tous bords à favoriser une fois de plus l'enseignement privé catholique !

Tandis que le ministère de l'Éducation nationale compte faire des économies en 2011, en supprimant 16000 postes, le sénateur UMP de Haute-Savoie, Jean-Claude Carle, a trouvé un moyen de faire un beau cadeau à l'enseignement privé sous contrat catholique. Le 17 décembre dernier, lors du vote du budget de la mission enseignement scolaire, il est parvenu à faire adopter un amendement assurant l'ouverture de 250 nouveaux postes pour l'année à venir, correspondant à 4 millions d'euros.

L'enseignement privé, qui représente 20% des effectifs des élèves, aurait dû perdre 3.200 postes en 2011 (20% des 16.000 postes supprimés). Mais le gouvernement a pris en compte dans son calcul les « spécificités » de l'enseignement privé et enlevé seulement 1633 postes.

4Le groupe Front de Gauche & Alternatifs (Parti de Gauche et Alternatifs) du Conseil Régional d'Ile de France a déposé un amendement proposant de reverser l'ensemble des subventions facultatives accordées chaque année aux lycées privés aux lycées publics.

Cet amendement a recueilli les 5 voix du groupe et a été rejeté par tous les autres conseillers régionaux y compris **PS et PC** !

Ces deux votes prolongent la liste des entorses faites (par la droite mais aussi par la gauche...) à la loi de 1881 sur l'enseignement public, laïque, gratuit et obligatoire. C'est bien la privatisation de l'école publique qui est la finalité de l'alliance entre les libéraux et l'Eglise catholique.

Abandonner l'enseignement de nos enfants à des structures privées est dangereux pour la liberté de conscience et incompatible avec sa finalité d'émancipation de l'individu : « Si l'école doit prendre en compte les besoins de la société, elle se doit aussi de former de futurs citoyens, libres et autonomes, pour qu'ils soient capables de modifier leur environnement, et non pas seulement de s'y conformer. » (Eddy KHALDI, Muriel FITOUSSI Main basse sur l'école publique).

Les élus PS et PC qui s'indignent dans les médias du port de la burka ou des prières dans la rue, les élus « républicains » qui se réclament d'une laïcité réduite au combat contre l'islam devraient s'interroger aussi sur l'emprise grandissante de l'Eglise catholique sur les mécanismes du pouvoir. Ces prises de position au mépris des principes dont ils se revendiquent cachent bien mal des manigances électoralistes qui consistent à recueillir les votes de communautés au lieu de privilégier courageusement l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Corinne Mahé